\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Walid bin Muhammad Al-Sama'ani
Minister of Justice
Postal Code 11472
P.O. Box 7775
Riyadh
Saudi Arabia

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Monsieur le Ministre,

**J’ai appris avec soulagement que la peine de mort injuste prononcée contre Mohammad bin Nasser al Ghamdi a été commuée, mais sa condamnation à 30 ans d’emprisonnement par la chambre d’appel du Tribunal pénal spécial et le fait qu’il soit maintenu en détention pour s’être exprimé en ligne me préoccupent.**

Selon son frère, Mohammad bin Nasser al Ghamdi a été arrêté le 11 juin 2022 par les forces de sécurité, alors qu’il était assis avec sa femme et ses enfants devant leur maison dans le quartier d’al Nawwariyyah à la Mecque. Il a été placé en détention à l’isolement dans la prison de Dhahban, non loin de Djedda, pendant quatre mois, et n’a pas été autorisé durant cette période à contacter sa famille, ni à accéder à un avocat. Mohammad bin Nasser al Ghamdi n’a pu contacter sa famille qu’après son transfert dans la prison d’al Hair, à Riyadh, quatre mois environ après son arrestation.

Au cours de son interrogatoire, les enquêteurs ont posé des questions à Mohammad bin Nasser al Ghamdi au sujet de ses opinions politiques et de son point de vue concernant d’autres Saoudiens incarcérés, notamment les dignitaires religieux Salman al Awda et Awad al Qarni, tous deux arrêtés en 2017 et condamnés à mort à cause de leurs opinions politiques.

Selon le jugement et l’acte d’accusation examinés par Amnesty International, Mohammad bin Nasser al Ghamdi a été déclaré coupable au titre des articles 30, 34, 43 et 44 de la Loi de lutte contre le terrorisme, notamment pour des publications dans lesquelles il a critiqué le roi et le prince héritier d’Arabie saoudite ainsi que la politique étrangère du pays, appelé à la libération de dignitaires religieux incarcérés et protesté contre la flambée des prix – opinions protégées en vertu de son droit à la liberté d’expression. Il n’est accusé d’aucun crime violent.

Le 29 mai 2024, le Tribunal pénal spécial a également condamné son frère, Asaad bin Nasser al Ghamdi, à 20 ans de prison pour des messages critiquant le gouvernement qu’il avait publiés sur les réseaux sociaux.

**Je vous prie instamment de libérer Mohammad bin Nasser al Ghamdi immédiatement et sans condition, car il est détenu uniquement pour avoir exercé de manière pacifique son droit à la liberté d’expression.**

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l’expression de ma haute considération.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Copie**

Ambassade du Royaume d'Arabie saoudite, Kirchenfeldstrasse 64, 3005 Berne

Fax: 031 351 45 81 / E-Mail: cemb@mofa.gov.sa ; saudia.be@bluewin.ch